



Health for All Now!
People's Health Movement



Fiche 1 : financement public suffisant

La santé avant le marché...

... Changeons l'Europe !

Nous voulons une Europe qui favorise un financement public des soins de santé suffisant pour garantir la qualité des soins et des conditions de travail pour les professionnels de santé.

Pour notre santé, assurer un financement suffisant pour les services de santé publics et non-marchands

garantissant un système de protection sociale solidaire et universel offrant des services accessibles, de qualité et des conditions de travail tenables et attractives pour le personnel de santé.

Le rôle de l'Europe

Les fondements de l'UE sont axés sur les principes du libéralisme économique, notamment la libre concurrence et la libre installation, réduisant très fortement le rôle des autorités publiques au bénéfice des règles du marché. La crise économique de 2008 a modifié de manière importante la nature de l'intervention des institutions européennes dans les systèmes de soins de santé au niveau national.

Au départ, il s'agissait d'échange de bonnes pratiques, aujourd'hui ce sont des recommandations via le Semestre européen. La Commission peut même aller jusqu'à mettre en demeure un Etat de prendre des décisions, avec des sanctions financières en cas de non-respect. Elle conditionne les aides européennes (p.ex. le plan de relance et de résilience appelé « Next generation EU ») à des mesures de contrôle budgétaire.

Les recommandations sur les soins de santé sont principalement axées sur l'assainissement des finances publiques. Elles préconisent, par exemple, une réduction des coûts des soins institutionnels, des réductions dans le remboursement des soins et dans les financements des maisons de retraite et des hôpitaux. L'objectif annoncé est d'améliorer l'efficacité des budgets publics.

Ces pressions européennes incitent aussi les gouvernements nationaux à réduire les dépenses publiques en matière de protection sociale (pension, chômage, santé,...) bien sûr, mais pas seulement. Les dépenses des services publics/collectifs (enseignement, accueil de l'enfance, des personnes handicapées, des personnes âgées, transport, ...) ou même d'infrastructures sont aussi visées. L'Europe favorise ainsi la mise en place de dispositifs mercantiles tels que les P.P.P (Partenariats Public Privé) qui, sur le long terme, sont une aberration économique, et qui soumettent les impératifs de Santé publique aux intérêts privés.



Health for All Now!
People's Health Movement



Dans le même temps, les Etats réduisent, là où elles financent la sécurité sociale, les cotisations sociales qui sont considérées comme un handicap concurrentiel, la fragilisant, alors même que cette sécurité sociale est un gage de démocratie sanitaire

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence, dans de nombreuses régions d'Europe, la difficulté pour les structures privées à but lucratif d'intervenir en cas d'urgence si elles ne sont pas sûres de bénéficier d'une couverture financière de la part du public (la finalité de l'intervention privée est le profit). Il est devenu évident que seule une intervention publique directe peut gérer le secteur de la santé et intervenir de manière coordonnée dans d'autres politiques pour l'amélioration des déterminants de la santé.

Il est apparu à cette occasion clairement que l'Europe détient des compétences déterminantes en matière de santé publique.

Une guerre a éclaté en Europe et les États européens ont fait de l'augmentation des dépenses d'armement l'une de leurs priorités. L'étouffement de l'intervention publique et l'augmentation des dépenses militaires sont les principaux arguments contre les objectifs de santé de la population.

La priorité sanitaire apparue à l'occasion de la pandémie est aujourd'hui largement réduite par les impératifs nés de la guerre (coût de l'énergie, dépenses militaires, ...) mais aussi ceux qui s'imposent dans le cadre de la crise climatique. Les budgets dégagés dans le cadre d'un plan de relance et de résilience ont été largement détournés des objectifs sanitaires.

Les conséquences ne se sont fait attendre :

Le financement insuffisant des structures de santé préexistant à la pandémie a fait basculer de nombreux opérateurs publics et non-marchands dans une fragilité budgétaire telle qu'on leur impose aujourd'hui les recettes du marché : concentration, réduction des effectifs, séjours raccourcis, sélection des patients et des pathologies, P.P.P., sous-traitance, ... Cela se traduit clairement par une forte dégradation de l'accessibilité aux soins de qualité.

Dans le même temps, la pandémie et ses conséquences sur les systèmes de santé ont détérioré encore un peu plus les conditions de travail des personnels de santé. Les conséquences en sont un absentéisme élevé, souvent de longue durée (burn-out, ...) mais aussi la fuite vers le temps partiel ou d'autres secteurs professionnels. La réalité du travail de terrain n'est plus compatible avec les éléments qui motivent le plus souvent le personnel de santé (aspect humain, vision globale, ...). L'image négative qui se dégage éloigne encore un peu plus les jeunes qui ne reconnaissent plus ces métiers comme des métiers d'avenir. Des services entiers sont dorénavant fermés faute de personnel. La pénurie crée un cercle vicieux de dégradation des conditions de travail et des soins (augmentation du nombre de décès évitables, dégradation de l'état de santé faute de prise en charge dans des délais utiles, ...).



Health for All Now!
People's Health Movement



Les mécanismes d'exclusion sociale qui découlent de ces tendances créent un terreau propice au développement des populismes d'extrême droite.

Nos demandes prioritaires

- Les **besoins de la population en matière de protection sociale** doivent être définis comme priorité dans les **contrôles budgétaires** des États membres.
- Les **budgets** des états membres doivent permettre de répondre aux **enjeux sanitaires d'aujourd'hui et de demain** (vieillesse de la population, paupérisation, maladies chroniques, mentales et professionnelles, etc.).

Concrètement des choix politiques alternatifs sont possibles :

→ Exclusion des dépenses de soins de santé et de protection sociale des cadres budgétaires européens (« Règles d'or »), y compris des recommandations budgétaires dans le cadre du Semestre européen.

- Mettre à l'agenda la solidarité européenne qui se traduit par l'**harmonisation fiscale et sociale** ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale.

Cela permettra à chaque État de financer les politiques publiques. Nous avons besoin d'une économie qui réponde aux besoins de la majorité plutôt que de soutenir les profits d'une minorité

Instaurer des systèmes fiscaux progressifs à l'échelle européenne.

Il s'agit notamment de

- la mise en place d'une harmonisation de l'impôt sur les sociétés dans tous les États membres et de l'instauration de tarifs minimaux
- la prise de mesures coordonnées contre la prolifération des régimes de taxation de la propriété intellectuelle ("patent boxes"). En effet, il n'est pas prouvé que de tels avantages fiscaux pour les grandes sociétés pharmaceutiques encouragent l'innovation. Au contraire, ils encouragent la concurrence fiscale entre les États membres.

- **Imposer au niveau européen des normes sanitaires minimales**, y compris en matière d'encadrement en personnel et de protection sociale correspondant réellement aux besoins, permises par un financement public/solidaire suffisant (hors financement direct ou indirect du bénéficiaire).
- **Imposer au niveau européen des normes de protection sociale**
- Interdire l'affectation des **Fonds européens** visant de près ou de loin la Santé et la protection sociale vers des initiatives privées à but lucratif. Ces fonds doivent être réservés aux **seuls dispositifs publics ou Non marchands**. Dans ces conditions, **financer de façon beaucoup plus volontariste le programme Europe4Health**